
**Nominé pour le Public Eye Swiss Award 2009
par Action Place Financière Suisse:**

UBS

Siège	Zürich
Secteur	Banque et services financiers
Chiffre d'affaires / perte	CHF 31'721 mio./ CHF -2'800 mio. (2007)
PDG	Marcel Rohner
En possession de	Actionnaires
Collaborateurs	83 560 (2007)

En bref

L'arrogance de la banque suisse UBS a conduit l'ancien fleuron de la place financière helvétique au bord du gouffre. UBS avait pour ambition de devenir l'une des plus grandes banques d'investissement au monde. Lorsque la crise du subprime a éclaté, la banque suisse, qui avait investi massivement dans des crédits hypothécaires dérivés à hauts risques, a été prise par surprise. Depuis le début de la crise, UBS a dû amortir des pertes de plus de 40 milliards de dollars. En rachetant ses propres actions, le groupe a essayé de remonter artificiellement sa valeur en bourse, ce qui a contribué à une diminution encore plus importante de son capital propre. Finalement, UBS a été obligée de demander de l'aide au gouvernement suisse, qui lui a accordé un « paquet de sauvetage » d'environ 60 milliards de dollars. Malgré ses déboires, la banque refuse de tirer les leçons de ses erreurs et continue de s'opposer à une plus grande transparence et à des mesures de contrôle renforcées.

Comportement irresponsable

La gestion des risques de la plus grande banque suisse a été catastrophique. En 2007, lorsque le marché des crédits hypothécaires s'est effondré aux Etats-Unis, UBS a été gravement atteinte. Pour la première fois de son histoire, le groupe a enregistré une perte de plus de quatre milliards de francs. UBS a systématiquement ignoré les risques. Elle a fait confiance aux agences de notation avec une absence totale de sens critique. Même les scénarios les plus catastrophiques de la banque étaient beaucoup trop optimistes. UBS n'a jamais été en mesure de se rendre compte de sa position réelle. Alors que le marché du subprime était en pleine expansion, elle a racheté des crédits hypothécaires à hauts risques dans l'espoir de les revendre à profit. Ces titres permettaient d'obtenir des rendements élevés et donc des bonus importants. UBS a continué d'investir dans le marché des dérivés hypothécaires sans tenir compte des risques. Mais ce n'est pas seulement son absence de prudence sur le marché immobilier états-unien qui a provoqué l'effondrement de la banque, mais également sa politique de bonus, qui valorise les profits élevés à court terme. En 2006 et 2007, UBS a aussi lancé huit opérations de rachat de ses propres actions et retiré ainsi du

marché près de 5 milliards de francs en actions afin de remonter artificiellement la valeur de ses cours. Cette opération a largement profité aux actionnaires, mais a fortement affaibli la banque.

Conséquences

Lorsque le marché de l'immobilier états-unien s'est effondré et que les produits dérivés à haut risque ont été sévèrement frappés par la crise, UBS s'imaginait encore être en sécurité. En 2007 et lors du premier semestre 2008, elle a perdu 42,8 milliards de dollars de sa valeur. La banque a aussi perdu la confiance de ses clients, qui ont retiré 140 milliards de francs de leurs comptes. Parallèlement, les procédures de rachat de ses propres actions ont diminué son capital propre. Malgré les milliards de pertes, UBS a versé près de 12 milliards de francs de bonus en 2007. Finalement, la banque n'a plus été en mesure de couvrir ses pertes. L'ancien fleuron de la place financière helvétique a été obligé de demander de l'aide à la Confédération. D'ici à la mi-2009, la banque va supprimer 5000 postes, dont 1500 en Suisse.

Situation actuelle et revendications

La Banque nationale suisse (BNS) a accordé à UBS un crédit de 54 milliards de dollars par le biais d'une société à but spécial, dont le siège est à Berne, qui reprendra les actifs pourris de la banque. UBS contribuera à hauteur de 6 milliards de dollars en capital propre et la Confédération lui accordera un emprunt obligatoirement convertible en actions de 6 milliards de francs. Cette opération représente un risque important pour la BNS et les contribuables. En effet, personne n'est en mesure de prévoir la valeur à laquelle ces actifs pourris pourront être revendus. De plus, en cas de pertes importantes de la banque, la BNS recevra un maximum de 100 millions d'actions de la banque (une valeur de 1 à 2 milliards de francs, selon les cours). Au total, ce sont 7 à 8 milliards de francs qui sont ainsi garantis par la Confédération. Les pertes supplémentaires seront entièrement assumées par la BNS. De plus, la BNS et la Confédération n'auront droit à aucune participation aux éventuels bénéfices de la banque. La Commission fédérale des banques n'exclut pas des aides supplémentaires pour renflouer le capital de UBS. Un groupe de travail de la banque essaie d'inciter les anciens managers du groupe à restituer leurs bonus. UBS entend également revoir son système d'incitation et n'accordera plus de bonus au président du conseil d'administration. Un système de malus devrait permettre d'éviter de récompenser uniquement les succès à court terme. Cependant, afin d'éviter à l'avenir une telle dérive du système, les activités des banques doivent être réglementées de manière beaucoup plus stricte. UBS doit agir de manière transparente et responsable en respectant des standards sociaux et environnementaux dignes de ce nom.

Plus en savoir plus

- <http://biblio.parlament.ch/e-docs/340232.pdf>
- http://www.nzz.ch/nachrichten/wirtschaft/aktuell/ubs_generalversammlung_1.1318850.html